



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N°287

- Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Grèce : Déchaînement sexiste contre les résistances aux memoranda : Le cas de la Présidente du Parlement Grec - Sonia Mitralias - Page 1
 - 2 - L'Eglise de France n'a toujours rien compris au droit des femmes - Communiqué Collectif
 - 3 - Procès contre Xavier Dor : victoire - Planning Familial - Page 4
 - 4 - Solidarité avec les Réfugiées - EELV - Élu-es contre les violences faites aux femmes- P4
 - 5 - Marche Mondiale des Femmes Déclaration politique - Comité international de la MMF - P5
 - 6 - Clôture de la 4^{ème} action internationale de la MMF - Appel à la mobilisation - Comité international MMF - Page 7
 - 7 - Appel des féministes, Exilées bienvenues - Appel Collectif - Page 0
 - 8 - Stop aux menaces et aux appels au meurtre et au viol de femmes sur les réseaux sociaux : Docteure Muriel Salmons - Page 10
 - 9 - Forum national « Violences de genre, violences du handicap » - FDFA - Paris - 15 octobre
 - 10 - Ciné-débat : "Pornographie et prostitution: en quoi sont-elles liées ?" - Mouvement du Nid - Paris - 16 octobre - Page 12
 - 11 - Livre - Violences sexuelles : Les 40 questions-réponses incontournables - Muriel Salmons
 - 12 - Livre : « Prostitution, une guerre contre les femmes » - Claudine Legardinier - Page 12
-

INTERNATIONAL

1 - Grèce : Déchaînement sexiste contre les résistances aux memoranda : Le cas de la Présidente du Parlement Grec - Sonia Mitralias

Dans les conditions de la crise paroxystique qui secoue la Grèce, nous assistons au déchaînement d'un sexisme extrêmement violent contre les femmes ! Et en plus, ceci se passe sur la scène politique centrale au vu de tout le monde. Nous pensons que ce sexisme extrême et violent qui est en train de prendre les dimensions d'une vraie épidémie, diffère sensiblement du vieux sexisme quotidien qu'on a connu durant un passé récent plus pacifique, avant la présente crise de la dette.

La Présidente du Parlement grec Zoé Konstantopoulou, figure emblématique, est la principale victime de cette campagne, car il s'agit d'une vraie campagne, sexiste ultra-violente. Évidemment, ce n'est pas un hasard si cette campagne sexiste contre elle a redoublé de vulgarité et de violence depuis qu'elle a pris l'initiative de lancer la Commission pour la Vérité sur la Dette Publique grecque. Elle est devenue la figure de proue de l'opposition intransigeante à la soumission du gouvernement Tsipras aux diktats des crédateurs de la Grèce.

Mais, voyons de plus près de quoi il s'agit. Jour après jour, depuis au moins 7 mois, toutes les déclarations de la Présidente du Parlement grec sont introduites dans pratiquement tous les grands médias du pays, journaux et chaînes de télévision incluses, par les mots/titres «Nouveau délire hier de Zoé». Cette monotonie des «délires de Zoé» est fréquemment interrompue par des titres gigantesques de la presse dite «populaire» du genre «L'homme de Zoé ne peut-t-il pas la museler ?» ou «Zoé est du domaine du psychiatre». En pleine campagne électorale pour les élections du 20 septembre, les principales chaînes (privées) de télévision ont inventé une «rubrique» spéciale de leurs JT qui, jour après jour, présente ce qui circule dans le médias sociaux concernant Zoé. Évidemment, il s'agit toujours de caricatures, souvent obscènes, couplées d'images ou des dessins d'elle déformés à volonté, dont l'authenticité n'est pas, évidemment, du tout assurée...

« *Orang-outan mal baisée* » : Mais, il y a plus et pire que tout ça. Depuis de longs mois, même des députés n'hésitent pas d'attaquer en public Zoé avec des phrases comme «Orang-outan mal baisée» tandis que d'autres font appel à son mari, qui est capitaine de la marine marchande, de «débarquer au plus vite pour la calmer».

L'énumération de ces agressions verbales et sexistes dont est victime la Présidente du Parlement grec pourrait continuer encore pour longtemps, mais l'objectif de cet article est tout autre. En réalité, le cas de Zoé Konstantopoulou est important parce qu'emblématique de toute une offensive sexiste violente des divers pouvoirs (politiques, partidaires, médiatiques, mafieux...) contre des femmes insoumises qui persistent à revendiquer leurs droits et les droits des opprimé-e-s. A partir du moment où Zoé K. s'est imposée comme figure de proue de l'opposition aux Memoranda qui ont ruiné la Grèce, elle fut dénigrée, vilipendée, humiliée, calomniée... en somme, diabolisée par tous ceux qui se rangent derrière la Troïka. Et les attaques contre elles sont si persistantes, organisées, coordonnées et systématiques qu'elles s'apparentent à une véritable stratégie de guerre dont l'objectif est son élimination politique de la scène publique.

Ce serait une erreur d'attribuer cet «extrême phénomène sexiste» à des comportements phallogocratiques individuels dus au hasard ou à des mentalités anachroniques. Il s'agit d'une chasse contemporaine aux sorcières. C'est plutôt ça, et non pas ce que prétendait la section politique féministe du (vieux) Syriza quand elle publiait un communiqué titré «L'attaque sexiste contre Konstantopoulou renvoie à des stéréotypes anachroniques.»

Une chasse contemporaine aux sorcières : Mais, qu'est ce qui unit la chasse aux sorcières à l'aube du capitalisme avec l'actuel phénomène de sexisme violent, lequel pourrait très bien évoluer vers une chasse aux sorcières contemporaine ? La chasse aux sorcières apparaît en Europe entre la fin du 15^e et le début du 16^e siècle, quand le capitalisme fait son apparition. Elle se caractérise par la diabolisation systématique des femmes présentées comme sorcières à une période historique de crise analogue à la période actuelle de l'explosion de la crise de la dette marquée par des révoltes et des résistances qui voyaient les femmes être en première ligne.

Aujourd'hui, comme alors, nous vivons au milieu d'une réorganisation des rapports de production et de reproduction aux dépens des femmes. C'est un fait totalement ignoré par ceux qui occupent les devants de la scène politique.

A l'époque de la chasse aux sorcières, les femmes avaient été exclues des métiers, de la connaissance, de la terre commune. Elles ont été enclouées, enfermées dans la maison et la chambre à coucher. Aujourd'hui, elles sont chassées de la vie publique et poussées à assumer, gratis à la maison, plusieurs des services publics assumés auparavant par l'État

providence liquidé par les politiques néolibérales d'austérité. Et les énormes sommes ainsi économisées vont évidemment au paiement de la dette publique...

Ce n'est pas un hasard si, c'est à l'époque de la chasse aux sorcières que sont apparus les stéréotypes bien connus du genre «les femmes à la cuisine». Des femmes qui n'avaient pas peur de dire en public ce qu'elles pensaient, qui avaient confiance en elles-mêmes, étaient condamnées et définies comme «des femmes colériques et agaçantes qui perturbaient la paix publique et aiguisaient les disputes publiques». Être une femme et s'occuper des affaires publiques était considéré comme un crime dont la coupable méritait le bûcher.

Si tout ça vous rappelle un peu la quotidienneté de notre époque austéritaire et autoritaire, vous ne vous trompez pas. Dans l'actuelle Grèce des ruines humaines et sociales, tous celles/ceux qui défendent les bourreaux et leurs politiques inhumaines (médias, partis politiques néolibéraux, politiciens corrompus, centres des pouvoirs plus ou moins occultes, organisations patronales et même le crime organisé) utilisent à fond et comme jamais auparavant le sexisme le plus abject pour briser les femmes qui prennent la tête des luttes contre les politiques d'austérité ou le système-dette, qui osent défendre les migrant-es, les réfugié-es, la nature, les innombrables victimes des politiques barbares en application.

La loi des maquereaux : Ici, on a affaire à une stratégie semblable à celle utilisée par le crime organisé pour imposer sa «loi», la loi du maître, du maquereau, sur le système d'exploitation des esclaves du sexe, le sex-trafficking. Elle consiste à utiliser la peur, la violence, les tortures et même la mise à mort pour briser toute résistance, pour anéantir l'âme et l'esprit, la dignité et l'estime de soi-même pour discipliner le corps des femmes afin qu'elles se soumettent sans conditions pour être sacrifiées sur l'autel de la maximisation des profits du système prostitutionnel.

Ceci étant dit, on ne peut qu'être impressionnées négativement par l'attitude d'une institution comme le Secrétariat Général pour l'Égalité des Genres du gouvernement Tsipras, supposé défendre toute femme victime d'attaques sexistes, qui est resté totalement impassible devant le véritable lynchage sexiste dont est victime la Présidente du Parlement grec. Cette impression négative devient encore plus grande quand on se souvient que la victime de ce lynchage est un personnage public de premier ordre et même une dirigeante du parti (Syriza) dont sont aussi membres... la Secrétaire Générale pour l'Égalité des Genres et le premier ministre Alexis Tsipras ! Mais les «surprises» édifiantes atteignent un summum quand on apprend que ce même Secrétariat Général s'est empressé de réagir et de condamner l'attaque sexiste d'un quotidien dont la victime était la Roumaine Delia Velculescu qui représente le Fonds Monétaire International et qui est à la tête de l'actuelle version de la Troïka qui impose ses diktats à la Grèce.

On s'est arrêté-e un peu plus sur cette histoire parce qu'elle est emblématique de nos temps néolibéraux. Nous pensons que, pour défendre effectivement nos droits en tant que genre, il nous faut faire (re)naître un courant féministe radical, qui émergera du combat des femmes contre la très dure réalité sociale de ce début du 21^e siècle, contre le système-dette et les fondamentalismes patriarcaux de tout types. Il faut faire (re)naître un courant féministe qui rompt avec le courant féministe identitaire, qui s'intéresse uniquement aux politiques d'identité du genre et nie le rapport de la vie vécue par des millions de femmes en tant que genre avec la lutte de classes, ainsi qu'avec d'autres inégalités et discriminations.

Conclusion : Le sexisme qui se déchaîne actuellement en Grèce est redoutable, car c'est une arme qui sert à diviser les luttes et à anéantir les résistances de tou-te-s. Elle ne concerne donc pas seulement les femmes, mais nous tou-te-s, bien au-delà des frontières grecques.

COMMUNIQUÉS

2 - L'Église de France n'a toujours rien compris au droit des femmes - Communiqué Collectif

Les associations signataires tiennent à faire connaître leur indignation face à la prise de position de la Conférence des Évêques de France (CEF) concernant la campagne d'information sur l'avortement lancée par le gouvernement.

Il est inadmissible que plus de 40 ans après le vote de la loi reconnaissant aux femmes le droit à disposer de leur corps, l'Église de France continue à s'opposer publiquement à une loi de la République.

Il est inadmissible que les évêques de France se permettent de remettre en cause la liberté d'information sur un droit fondamental alors même que des groupes catholiques anti-IVG parasitent les recherches d'informations objectives sur l'accès à l'IVG en les détournant vers des sites intégristes.

Il serait temps que l'Église de France cesse de considérer les femmes comme des mineures qui doivent suivre les conseils des hommes d'Église pour leur choix les plus intimes.

Il serait temps que l'Église de France comprenne que toutes les femmes se sentent insultées en lisant : « La CEF redit l'impérieuse nécessité de ne pas considérer l'avortement comme une anecdote de la vie mais comme un acte grave ».

Les associations signataires tiennent à apporter leur soutien total à la campagne d'information lancée par le gouvernement. Elles ajoutent, compte tenu des régressions qui s'annoncent dans d'autres pays européens (au Portugal mais aussi en Espagne, pour ce qui est des mineures) d'inscrire ce droit dans la Constitution et d'engager une véritable stratégie pour que les droits sexuels et reproductifs soient inscrits dans la Charte Européenne des droits fondamentaux.

Signatures : LDIF, CLEF ; Avec le soutien particulier de : Comité Laïcité République, Collectif et réseau féministe « Ruptures », Égale, Femmes Solidaires, Libres Marianne, Regard de Femmes, Marche Mondiale des femmes

3 - Procès contre Xavier Dor : victoire - Planning Familial

La Chambre Criminelle de la Cour de cassation a rejeté le pourvoi de l'activiste anti-IVG Xavier Dor contre l'arrêt de la Cour de Paris du 27 octobre 2014. Le Planning de Paris, le Planning Familial et la CADAC (Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception) se réjouissent de la décision rendue par la Chambre Criminelle de la Cour de cassation mardi 1er septembre.

Cette décision est l'aboutissement d'une longue bataille judiciaire contre Xavier Dor qui s'était introduit dans les locaux du Planning Familial de Paris pour empêcher des femmes d'accéder à des informations sur l'avortement et d'y avoir accès. Rappelons que l'accès à l'avortement est un droit inscrit dans la loi et que l'entrave à l'IVG est un délit, y compris à l'encontre de femmes venues simplement « s'informer sur une IVG dans un hôpital, un centre d'orthogénie, une institution comme le Planning familial ou un centre d'information sur les droits des femmes et des familles ».

Condamné le 27 octobre 2014 à 10 000 euros d'amende dont 5 000 euros avec sursis, Xavier Dor avait déjà fait appel de cette décision. Le rejet de son pourvoi est un signal fort à l'encontre de ces activistes qui croient pouvoir commettre leurs méfaits en toute impunité. Pas plus tard qu'en juillet dernier, trois militants catholiques intégristes s'étaient introduits dans les locaux du Planning Familial de Paris et avaient usé de méthodes d'intimidation. La décision du 1er septembre rappelle aux femmes qui se déplacent au Planning

familial que l'avortement est un droit, LEUR choix.

Saluons au passage le grand courage et la force de la femme agressée par Xavier Dor, qui a accepté de porter plainte et d'affronter trois ans de procédure judiciaire pour contribuer à défendre les droits des femmes en France.

4 - Solidarité avec les Réfugiées - EELV - Élu-es contre les violences faites aux femmes

L'arrivée en France de très nombreux-ses réfugié-e-s, dans le cadre des dispositifs mis en place par le gouvernement, va être assurée, aux côtés des citoyen-nes et des associations, par de très nombreuses collectivités solidaires.

L'Association ECVF - Elu/es Contre les Violences faites aux femmes - qui regroupe, avec des collectivités territoriales, des élu-e-s de tous partis politiques démocratiques et de tous niveaux de mandat, engage depuis 12 ans des actions contre les violences faites aux femmes.

Elle ne peut aujourd'hui se taire sur ce sujet, alors même que les femmes réfugiées qui arrivent nombreuses dans notre pays, restent quasiment invisibles et inaudibles dans les médias.

ECVF recommande à son réseau d'élu-e-s, sensibilisé-e-s à la question des violences faites aux femmes, de s'assurer que les nouvelles arrivantes bénéficieront de l'accueil spécifique le mieux adapté à leur situation.

L'hébergement, l'hygiène, l'accès aux soins et à la santé, la sécurité de ces femmes doivent être le premier souci des élu-es.

Il faut en particulier que ces femmes qui arrivent en France après avoir été, pour beaucoup d'entre elles, victimes de persécutions, de violences sexistes et/ou sexuelles, de viol de guerre, soient prises en charge par des professionnel-les dédié-es, que leur cas spécifique soit pris en compte, et qu'elles soient placées à l'abri des exactions et des menaces que certains passeurs proxénètes peuvent exercer sur elles.

Dans la paix comme dans la guerre, la situation des femmes et celle des hommes ne sont pas égales. Le traitement réservé aux femmes dans les guerres est, partout sur la planète, d'une extrême violence. ECVF recommande à son réseau d'élu-es de ne pas oublier que c'est par elles, cependant, que passera l'adaptation des groupes, des familles et des enfants à leur nouvelle vie.

TEXTES

5 - Marche Mondiale des Femmes Déclaration politique - Comité international de la MMF

Nous, les membres du Comité international de la Marche Mondiale des Femmes, réuni au Québec, Canada, du 12 au 15 septembre 2015, déclarons :

Notre solidarité avec les femmes de la région de Québec, lieu de naissance de la Marche Mondiale des Femmes, et nous sommes reconnaissantes de leurs luttes et de leurs résistances.

Nous reconnaissons la valeur de la formation politique féministe comme une stratégie pour nous construire nous-mêmes en tant que sujets politiques afin de résister aux systèmes qui nous opprime. Réunis ici, nous avons travaillé sur une compréhension commune de notre réalité, luttant pour défendre notre droit de créer notre propre épistémologie féministe.

Nous travaillons sur la construction de nos propres alternatives féministes basées sur la reconstruction de nos propres connaissances et nos pratiques quotidiennes, ces dernières ayant été volontairement supprimées du discours habituel afin de mettre les femmes de côté.

Nous sommes dévoués à nous libérer du patriarcat, du capitalisme et du néo-colonialisme qui

sont les causes profondes des oppressions dans lequel nous vivons. Ensemble, dans cet espace de travail, nous sommes arrivés à la conclusion que la pauvreté, l'immigration forcée et le terrorisme, sont aussi des expressions de la violence subie par les femmes, les enfants et les communautés marginalisées, tout comme les conséquences des stratégies telles que les mesures de la militarisation, l'extrémisme et l'austérité soutenus dans différentes situations. En ce sens, nous condamnons l'attitude de la communauté internationale, spécialement l'Union européenne, pour sa réponse à la crise des réfugiés qui se déroule ces jours-ci. Une fois de plus, nous assistons avec horreur comment la vie humaine ne vaut rien, comment les gens fuient leur pays à cause de l'intégrisme, du terrorisme et des guerres accentuées par les états comme les États-Unis, et les pays alliés bénéficiant de l'industrie des armes ainsi que la militarisation et par l'impossibilité de trouver une forteresse accessible en Europe. Nous dénonçons la réponse officielle que l'UE offre. Une réponse sur la base du militarisme et de la fermeture des frontières et des quotas qui est contre la volonté de milliers de citoyennes et des citoyens de l'Europe qui se mobilisent dans les rues afin d'ouvrir les frontières pour les personnes fuyant la Palestine, la Syrie, la Libye, l'Irak, le Kurdistan, et d'autres territoires de la région.

Nous continuons d'appeler à la solidarité des gens partout dans le monde, et réaffirmons que les réfugiés ne sont pas nos ennemis, mais nos frères et nos sœurs qui subissent des situations de violence extrême provoquée par un système injuste. Le racisme se répand largement dans de nombreuses régions. Nous recevons régulièrement des nouvelles de déplacements forcés et de violations des communautés et des peuples autochtones au Brésil, en Amérique du Nord et d'autres régions. Les gouvernements et les groupes d'extrême droite utilisent la peur comme stratégie pour contrôler l'opinion publique et justifier leurs politiques xénophobes. La hausse de meurtres de personnes noires dans les États-Unis génère des tensions sociales et des conflits, mais les médias et les réseaux sociaux blâment les victimes qui sont ceux et celles qui sont opprimés et criminalisés quand ils prennent des mesures et réclament justice.

Ce sont les expressions des idéologies colonialistes et néo-libérales qui sont de plus en plus fortes chaque jour, et qui ont un impact sur la vie des gens de partout dans le monde. Les sociétés et les États mettent en œuvre de nouvelles formes de colonisation de l'hémisphère Sud. Nous pouvons voir comment les multinationales en Afrique provoquent le déplacement des communautés et des populations autochtones, comment les entreprises occupent les territoires et pillent les ressources naturelles et comment la colonisation culturelle se renforce par le marché capitaliste et les tendances de consommation, transmise par les médias de masse.

Nous défendons ces femmes qui sont criminalisées dans leur lutte pour réclamer l'autonomie de leur corps et de leurs territoires. Nous envoyons notre solidarité féministe à Sara Kaya, qui a été élue l'année dernière en tant que co-mairesse de Nusaybin avec 91% des votes des citoyennes et des citoyens. Dans cette ville kurde, nous avons lancé notre Caravane féministe européenne le 6 mars dernier, et elle a révélé être très attachée et engagée à notre cause et à notre mouvement. Malheureusement, nous apprenions il y a deux semaines qu'elle a été arrêtée et a été destituée pour sa déclaration sur l'autodétermination. Nous condamnons la guerre et l'oppression menées par le gouvernement turc contre les communautés kurdes et nous continuons à être en solidarité avec Sara Kaya et toutes les femmes qui ont été criminalisées pour leur lutte pour un monde meilleur. Nous nous solidarisons à Maxima, une femme autochtone péruvienne qui a été persécuté à cause de sa résistance à la défense de la terre et de la vie. Nous sommes aussi en solidarité avec toutes et tous qui sont dans la

résistance à travers le monde.

Nous ne voulons pas de ce monde inhumain. Nous disons non, cela suffit! Et pour cela, nous ratifions là encore, notre engagement à la construction d'un Nouveau Monde, dans lequel la vie est au centre de tout, dans lequel tous les êtres humains jouissent de nouvelles relations, fondées sur la justice, la liberté, le respect et la reconnaissance de la diversité, non seulement entre eux, mais aussi avec la nature.

Nous saluons les efforts de toutes les coordinations nationales de la Marche Mondiale, qui travaillent avec acharnement depuis le début de notre Action Internationale le 8 Mars, rendant possible les nombreuses actions réalisées au niveau de la base dans de nombreuses régions et territoires, traçant les cartes des résistances et des alternatives qui vise l'amélioration et la défense de nos territoires, nos corps et nos terres.

Nous saluons nos sœurs qui remportent des victoires dans le domaine de la politique. C'est le cas de notre camarade et sœur Sandra Morán, du Guatemala, qui vient d'être élue au Parlement National, représentant une coalition de mouvements sociaux.

Nous sommes déterminés à renforcer nos relations avec d'autres mouvements sociaux et d'autres alliés stratégiques dans la conviction que cette alliance rendra notre projet politique plus fort et plus cohérent. Voilà pourquoi nous allons continuer à occuper les espaces politiques régionales et internationales, à influencer les processus de décision et l'élaboration des politiques. En décembre prochain, nous allons mobiliser les femmes de partout dans le monde à se joindre aux actions internationales autour de COP21 - Paris climat 2015. Ensemble, nous allons parler de la protection de la Mère Nature, de l'environnement et d'un véritable changement dans le système, pour arrêter la dévastation qui est à l'origine du changement climatique.

C'est dans l'espoir de parvenir à cette société guidée par les principes féministes, que nous appelons à la lutte et nous continuons à marcher vers notre 10e Réunion Internationale qui aura lieu en octobre 2016, lorsque des militantes de partout dans le monde, de toutes les régions de la planète, se réuniront au Mozambique pour dire haut et fort: Femmes en résistance pour construire un Nouveau Monde !

6 - Clôture de la 4^{ème} action internationale de la MMF - Appel à la mobilisation - Comité international MMF

Née en l'an 2000 de l'initiative de la fédération des femmes du Québec, la Marche Mondiale des femmes est rapidement devenue un mouvement mondial incontournable. Des millions de femmes du monde entier ont marché contre la pauvreté et la violence lors de la première et de la seconde action internationale en 2000 et 2005. En 2010, la Marche Mondiale des Femmes a mobilisé environ 4500 groupes venant de 150 pays et territoires.

En 2015, nous célébrons notre 4e Action Internationale, et depuis le 8 Mars, nos pas, nos batucadas et nos voix, ont été entendues dans plus de 30 pays dans 5 régions du monde. Pendant ces 7 mois, nos réflexions ont contribué aux débats sur la crise climatique, l'exploitation du travail des femmes, la violence et le contrôle sur le corps et la vie des femmes, ainsi que sur l'accroissement de la militarisation, des fondamentalismes et la criminalisation des luttes sociales.

Pendant cette période nous avons mené des actions publiques, des marches, des débats, des formations politiques, nous avons signé des déclarations, organisé des rencontres régionales etc. Tout ceci pour dénoncer toutes les formes d'oppression que le système capitaliste patriarcal exerce sur nous.

Le 17 Octobre, nous les militantes du monde entier, clôturerons notre action internationale

pour élever nos voix contre la militarisation qui s'intensifie dans tous les recoins de la planète, et qui nous attaque tous les jours. Nous observons horrifiées comment les conflits et les guerres armées de type non conventionnels s'étendent et se propagent rapidement dans toutes les régions du monde. Répandant la peur, la violence, la maladie, la haine et la pauvreté, et alimentant le fondamentalisme.

Cette violence, qu'elle soit exercée par les armées, les milices, les entreprises privées de sécurité, les mafias du crime organisé, le personnel des missions de paix internationales ou les États, bénéficie toujours à un système capitaliste patriarcal dans lequel les femmes sont toujours celles qui souffrent le plus.

Le militarisme, l'instabilité et les conflits sont souvent alimentés par des puissances économiques qui voient leurs profits croître à travers le commerce des armes et trouvent dans le chaos, le terreau idéal pour imposer leurs intérêts.

Le fondamentalisme, qu'il soit religieux, ethnique ou culturel, gagne en force tous les jours et se propage dangereusement dans différentes régions, infligeant des conditions de vie inhumaines et violant les droits fondamentaux des femmes dans le monde entier.

Cette situation est utilisée simultanément par les gouvernements dans de nombreux pays pour justifier un contrôle accru sur les citoyens, la criminalisation des mouvements sociaux, la réduction des droits civiques, en ces temps de crise dans laquelle le néolibéralisme est renforcé, les États-providence s'effondrent et la lutte citoyenne est plus importante que jamais.

Ce même système économique mondial qui se nourrit des guerres et des conflits, provoque la dépendance économique, la faim et la malnutrition de millions de personnes dans le monde. Les entreprises multinationales exproprient de leurs terres les paysans et paysannes, déplacent des communautés entières, rendent les terres infertiles, polluent et spéculent contre la nature, semant ainsi la pauvreté dans les pays du « Sud ».

Face à cette situation, nous répondons par des alternatives qui nous permettent de poser les bases d'un projet féministe de liberté, d'égalité, de paix, de justice, de souveraineté alimentaire et de solidarité, pour continuer à défendre et à promouvoir la société féministe que nous voulons.

Pour cela, nous les compagnones, les militantes et les camarades, nous allons nous mobiliser pour ce moment important pour faire entendre nos voix avec plus de force que jamais. Nous allons faire en sorte que le monde écoute nos demandes.

Dans les Amériques, nos camarades clôtureront l'Action Internationale avec une rencontre régionale qui aura lieu à Cajamarca (Pérou), un lieu important pour les luttes que plusieurs femmes et communautés mettent en œuvre pour faire face aux compagnies minières. Entre autres activités, elles effectueront une évaluation de l'Action Internationale, une planification de l'année à venir, elles discuteront des priorités et elles commenceront à préparer la rencontre nationale de 2016.

En Afrique, des femmes de tout le continent se réuniront au Kenya pour approfondir le débat sur les résistances que nous menons dans la région, et sur les alternatives que nous construisons dans nos vies quotidiennes. La clôture de l'action en Afrique aura lieu à Nairobi entre le 12 et le 14 octobre.

(Pour plus d'information: worldmarchofwomenkenya@gmail.com)

En Europe, la caravane qui a parcouru tout le continent d'Est en Ouest, recueillant les histoires de lutte et de résistance des femmes, depuis le Kurdistan Turque jusqu'au Portugal, terminera son périple à Lisbonne avec un grand événement auquel participera des camarades de tout le continent. Ne manquez pas la clôture de l'Action Internationale en Europe, à

Lisbonne entre le 15 et le 17 octobre. Pour plus d'information (mmmulherespt@gmail.com).
Toujours en marche camarades !

7 - Appel des féministes, Exilées bienvenues - Appel Collectif

Nous, femmes et féministes exprimons avec force notre indignation devant la faiblesse des réponses des pouvoirs publics face à la nécessité d'accueil de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants fuyant les guerres, les persécutions et l'extrême misère qui en résulte toujours.

Assez de ces morts en mer ou dans le désert, de cette errance entre les frontières européennes, de ces expulsions violentes d'un endroit à un autre, de ces campements de fortune, de la réponse policière aux demandes d'humanité !

Notre pays ne peut se contenter du chiffre dérisoire de 24 000 réfugiés-es en 2 ans alors que la situation actuelle de crise en exige bien davantage. La 6^{ème} puissance mondiale qu'est la France en a les moyens ! Les pouvoirs publics doivent se mobiliser, mettre en place des services d'accueils, soutenir toutes les initiatives solidaires et se montrer à la hauteur des valeurs qui fondent notre état de droit :

L'asile est un droit, nous devons les accueillir dignement ! La demande d'asile est toujours à la fois politique et économique ! Pas de distinction entre les exilés-es ! Femmes et féministes, nous appelons à la défense des droits et de la vie des femmes migrantes et exilées.

- le droit d'asile : Des femmes sont persécutées ou menacées parce que ce sont des femmes qui veulent vivre libres et égales ; des femmes sont cibles de violences sexuelles, de viols de guerre, menacées de mort, de réduction en esclavage, de mutilation, parce que ce sont des femmes : l'OFPRA (office français de protection des réfugiés et apatrides) est censé prendre en compte ces persécutions liées au genre, donc il doit agir, tout de suite, engager tous les moyens nécessaires pour informer ces femmes de leurs droits et répondre aux demandes d'asile !

- L'hébergement : d'abord et dans l'urgence, un hébergement qui permette aux femmes d'être autonomes sans être isolées et privées de contact avec les associations et mouvements de solidarité. Sortir immédiatement les femmes et les enfants des divers campements actuellement installés dans Paris et la région parisienne. Ouvrir des hôtels sociaux, des centres d'hébergement où l'on puisse cuisiner et nourrir les enfants !

- La sécurité doit être assurée face aux violences et intimidations : certaines femmes sont sous la menace de passeurs-proxénètes qui se font payer à l'arrivée les frais du voyage.

- Le travail : le délai légal d'attente de 9 mois pour les réfugiés-es doit être supprimé !

- L'accès aux droits à la santé et aux soins : actuellement, dans les centres d'hébergement et encore moins dans les squats, l'accès aux soins et aux droits n'est pas assuré.

- Les modalités de l'obtention de l'Aide Médicale d'Etat doivent être revues d'urgence. Abrogation des 3 mois d'attente pour obtenir l'AME !

- Installation de permanences sanitaires dans tous les centres d'hébergement : les femmes enceintes doivent pouvoir être suivies normalement, l'information sur la contraception, les IVG, la prévention médicale doit être assurée.

- Nombre de femmes ont subi durant leur migration, des violences et des traumatismes de toute nature. Ces femmes doivent être écoutées et soignées par des professionnels-les.

- L'accès à la langue : augmenter les crédits en formation linguistique pour les exilés-es
Donnons la parole aux femmes exilées !

- Les femmes étrangères doivent pouvoir prendre elles-mêmes la parole, raconter leurs parcours, exprimer directement leurs revendications ! Donnons-leur cette possibilité !
Développons les lieux d'écoute avec des professionnels-les et des militantes formées.

- La question des femmes étrangères doit s'inscrire dans la lutte pour les droits des femmes qui doit croiser les luttes pour les droits des étrangers.

La migration est d'abord une révolte et donc d'abord un acte de vie !

Les exilés-es ont droit au Droit !

Premières signataires : ASFAD, Association Mémoire Traumatique et Victimologie, CADAC, Collectif féministe Ruptures, Collectif Manche pour les Droits des Femmes, Collectif National pour les Droits des Femmes, Coordination lesbienne en France, Fédération IFAFE, Fédération Nationale Solidarité Femmes, Féminisme Enjeux-Théâtre de l'Opprimé, Féminisme et géopolitique, Femmes en lutte, Femmes Migrantes Debout !, Femmes solidaires, FièrEs, FIT Une femme un toit, Forum Femmes Méditerranée, Initiative Féministe pour une autre Europe, Institut Émilie du Châtelet, Les lesbiennes dépassent les frontières, Ligue des Femmes Irlandaises pour la Démocratie, Maison des Femmes de Lille, Maison des Femmes de Montreuil, Maison des Femmes de Paris, Marche Mondiale des Femmes, MFPF AD 75, Mouvement Ni Putes Ni Soumises, Osez le Féminisme !, RAJFIRE.

8 - Stop aux menaces et aux appels au meurtre et au viol de femmes sur les réseaux sociaux : Docteure Muriel Salmona

À l'attention : de Monsieur le président de la République et Mesdames et Monsieur les ministres de l'intérieur, de la Justice et des Droits des Femmes

C'est en appelant à signaler des tweets de menaces et d'appels au meurtre et au viol collectif concernant les Femen, à la suite de leur irruption au salon de la femme musulmane à Pontoise, samedi 12 septembre 2015, que j'ai reçu une menace de viol collectif à mon encontre. Les tweets haineux ont été bloqués grâce aux signalements de nombreuses internautes, mais la plupart des comptes d'où émanaient ces tweets n'ont toujours pas été fermés par twitter, permettant à leurs propriétaires de continuer de déverser leur haine et leurs appels au crime. Il est intolérable que des femmes, comme les Femen soient menacées de crimes, parce qu'elles dénoncent la présence d'intervenants connus pour leurs propos machistes et misogynes contraires aux valeurs républicaines (au principe d'égalité de droits entre les femmes et les hommes, et de non-discrimination en raison du sexe), prônant sous couvert de «l'honneur de la femme musulmane», la soumission de la femme à son mari, sa mise sous contrôle, la restriction de ses libertés et la justification d'agressions sexuelles masculines ; ou que d'autres femmes, parce qu'elles signalent des propos haineux d'appels au meurtre et au viol collectif sur le net, le soient également.

Nous vous demandons de dénoncer très fermement ces appels au meurtre et au viol, et de faire en sorte que les comptes soient fermés et que les menaces et les appels au meurtre et au viol ne restent pas impunis. Toutes les femmes et les filles doivent être protégées de ces violences sexistes et de ces menaces de crimes qui attisent un climat de haine envers les femmes et les filles et qui alimentent la culture du viol.

Rappelons que les délits et crimes sexuels envers les femmes et les filles sont très fréquents, commis majoritairement dans le couple et la famille ; qu'une femme sur cinq a subi des agressions sexuelles au cours de sa vie ; une femme sur six des viols et tentatives de vols ; que selon les enquêtes de victimation, les femmes adultes sont 86 000 chaque année à rapporter un viol ou une tentative de viol et que, si l'on croise les enquêtes, les filles mineures sont bien plus nombreuses à avoir subi des viols et des tentatives de viols, on peut évaluer leur nombre à plus de 120 000 ; que les violences sexuelles commencent très tôt, dans notre enquête IVSEA de 2015, 81 % des victimes ont subi les premières violences sexuelles avant l'âge de 18 ans, 51 % avant 11 ans, et 23% avant 6 ans ; et enfin, que 100 % des femmes rapportent avoir subi un harcèlement sexiste et des violences sexuelles dans les transports en commun. Or, les victimes de violences sexuelles sont plus de 80 % à rapporter qu'elles n'ont jamais été reconnues, ni protégées. Et ces violences représentent une atteinte grave à leur

intégrité physique et psychique et à leur dignité. Elles ont, comme l'ont démontré de nombreuses études internationales, un impact catastrophique sur leur santé et sur leur qualité de vie.

Il est absolument impératif qu'une tolérance-zéro et une impunité-zéro soient mises en œuvre envers ceux qui exercent ces violences masculines et ceux qui les légitiment, ainsi que la mise en place d'une réelle politique de prévention, de protection et de prise en charge des victimes, afin que les droits fondamentaux des femmes et des filles soient enfin respectés.

Docteure Muriel Salmona, présidente de l'association Mémoire Traumatique et Victimologie

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES...

9 - Forum national « Violences de genre, violences du handicap » - FDFa - Paris - 15 octobre

4 femmes handicapées sur 5 sont victimes de violences ! Placée sous le marrainage de Ségolène Neuville, Secrétaire d'État aux Personnes handicapées, cette rencontre aura pour objectif de promouvoir une approche transversale et interdisciplinaire entre les différentes actrices et différents acteurs de la lutte contre les violences envers les femmes afin que soit pris en compte le handicap comme facteur aggravant des violences.

Programme

Animation de la journée : Danielle Michel-Chich, journaliste

9h : Ouverture par Maudy Piot, présidente de FDFa et Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de lutte contre l'exclusion, marraine de la journée ;

9h30 : conférence d'Axel Kahn, généticien « Handicap, genre et citoyenneté » ; Discussion avec la salle ;

10h15 : clips « Violences Femmes Handicapées » ;

10h30 : Table ronde : Animation et modération : Pascal Parsat. Avec : Fabienne Brugère, philosophe : « genre, altérité et identité », Christine Detrez, sociologue : « qu'est-ce que le genre ? », Christine Guillemaut, cheffe de projet Mission égalité femmes hommes à la Mairie de Paris : « les violences de genre », Christelle Hamel, sociologue : présentation de l'enquête VIRAGE, Alain Piot, sociologue : « la spirale des violences », Catherine Vidal, neurobiologiste : « cerveau, sexe et préjugés » ; Discussion avec la salle

12h : Maud Olivier, députée de l'Essonne, membre de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée Nationale

12h30 - 14h00 : déjeuner libre

14h : Théâtre du Chaos (Compagnie Sarah Veyron) : « Des coups et du silence »

15h : Muriel Salmona, psychiatre, présidente de l'association Mémoire Traumatique et Victimologie « Qu'est-ce que la mémoire traumatique ? »

15h15 : questions avec la salle (comédiennes/comédiens et Muriel Salmona)

15h30 : Table ronde : Animation et modération : Danielle Michel-Chich. Avec : Jean-Pierre Durif-Varembont, psychanalyste : « la violence du handicap en double face », Axelle Garnier de Saint Sauveur, psychologue au commissariat du 11^{ème} arrdt et coordinatrice des psychologues en commissariat de la Préfecture de Police de Paris : « la prise en charge psychologique des femmes victimes en commissariat », Marie-Ange Le Boulaire : « idées reçues sur les violences », Anicette Sangnier, psychanalyste : « sources de violences », Isabelle Steyer, avocate, Henri-Jacques Stiker, anthropologue : « pour sortir du cercle de la violence engendrée et subie par le handicap » ; Échanges avec la salle.

17h : Conférence ou intervention du Fil Rouge de la journée

17h30 : conclusion générale

Lieu : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des Femmes, Salle Laroque, 14, avenue Duquesne, 75007 Paris, M° : École Militaire (ligne 8), Saint François-Xavier (ligne 13), Bus : 28 et 87 (arrêt Duquesne-Lowendal) - lignes accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Le nombre de places étant limité, l'inscription est obligatoire via le lien ci-dessous :

http://webquest.fr/?m=4698_forum-fdfa-2015---violences-de-genre-violences-du-handicap

Attention : aucune confirmation d'inscription ne vous sera envoyée.

10 - Ciné-débat : "Pornographie et prostitution: en quoi sont-elles liées ?" - Mouvement du Nid - Paris - 16 octobre

La délégation de Paris du Mouvement du Nid à le plaisir de vous inviter à son prochain ciné-débat : "Pornographie et prostitution: en quoi sont-elles liées?" autour d'extraits du film "Don Jon" de Joseph Gordon-Levitt, en compagnie de la réalisatrice Anne Billows ("Education Féministe").

Un buffet dînatoire sera offert. Nous vous attendons nombreuses et nombreux.

Vendredi 16 Octobre 2015, 19h30, AGECA salle 8, 177 rue de Charonne, 75011 Paris

Renseignements : 01 42 82 17 00 ou volontaireprev-idf@mouvementdunid.org

LIVRES, CINÉMA, THÉÂTRE, TÉLÉVISION...

11 - Livre - « Violences sexuelles : Les 40 questions-réponses incontournables » - Muriel Salmona

Qui sait que 81 % des victimes de violences sexuelles ont subi les premières violences avant l'âge de 18 ans ? Qui sait qu'une femme sur 5 et un homme sur 14 ont subi des agressions sexuelles dans leur vie ? Que plus de 250 000 viols sont commis chaque année en France, essentiellement par des proches et dans tous les milieux sociaux ? Qui sait que l'impact des violences sexuelles sur la santé des victimes est majeur à court, moyen et long termes ?

Dénoncer les idées fausses, le déni et la loi du silence, demander que les droits des personnes victimes soient respectés, pour qu'elles soient protégées, reconnues et soignées, donner des outils pour mieux les comprendre et en être solidaires, c'est l'objectif de ce livre qui fournit des réponses claires : aux questions que personne ne devrait plus se poser ; • mais aussi aux questions que tout le monde devrait se poser. Un livre qui éclaire d'un jour nouveau un dossier encore trop souvent tabou.

Editions Dunod - dunod.com

12 - Livre : « Prostitution, une guerre contre les femmes » - Claudine Legardinier

Il n'y a pas que les intégrismes qui menacent les femmes. L'ultralibéralisme, de façon plus douceâtre, travaille à leur asservissement. En cherchant à normaliser la prostitution, il entrave aujourd'hui leur longue marche vers l'autonomie et l'égalité.

Car c'est du tort que la prostitution fait d'abord aux femmes. À toutes les femmes! Ce «destin» éternel auquel beaucoup s'empressent de les renvoyer est l'arme majeure de leur dévalorisation, dans le réel comme au plan symbolique. Pour les premières concernées, c'est une impasse qui peut coûter cher : privation de parole, déni de droits, violences, humiliations, quand ce n'est pas meurtres. Pour toutes, un conservatoire des stéréotypes les plus éculés et un insidieux plafond de verre.

Les profits et bénéfices ? Ils vont à d'autres, et d'abord à l'ordre marchand: proxénètes, États, mais aussi «clients» qui trouvent là l'outil idéal pour l'exercice du pouvoir et la préservation du vieil entre-soi masculin.

La complaisance reste infinie. Des médias, des intellectuels, appuyés par certains courants politiques, exercent une propagande tenace pour maintenir ce fossile vivant. Preuve est pourtant faite, après des siècles d'échecs pour organiser et contrôler la prostitution, qu'il est temps de changer de curseur. La France a engagé à cet égard une action courageuse.

Une révolution culturelle est donc en marche, rien de moins: une utopie amoureuse et politique porteuse de transformation sociale, un projet d'avenir qui affirme le rejet du tout-marchandise et la volonté d'un nouveau vivre-ensemble.

Journaliste indépendante et ex-membre de l'Observatoire de la Parité entre les femmes et les hommes, Claudine Legardinier recueille depuis trente ans des témoignages de personnes prostituées pour la revue du Mouvement du Nid, Prostitution et Société. Elle a collaboré au Dictionnaire critique du féminisme (PUF, 2000) et a notamment publié *La prostitution* (Milan, 1996), *Les trafics du sexe, femmes et enfants marchandises* (Milan, 2002) et en collaboration avec Saïd Bouamama, *Les clients de la prostitution, l'enquête* (Presses de la Renaissance, 2006).